

Extrait de :

**Le *nouvel*
Economiste**

Ile-de-France, une métropole mondiale : à quel prix ?

Daniel BEHAR

La photographie est connue et paraît intangible : l'Ile-de-France est une championne mondiale de l'efficacité économique. En terme de produit intérieur brut, seules Tokyo, New York et Los Angeles font mieux qu'elle. Au coude à coude avec Londres, elle représente à elle seule 40 % du PIB chinois ! Cette performance, dont on se loue, a son envers qui suscite un procès constant à son égard : l'hypertrophie de la région capitale étoufferait le « désert français » en concentrant près du tiers du PIB national.

La permanence de cette vision de l'Ile-de-France masque pourtant des mutations profondes et des fragilités grandissantes.

Mutation économique d'abord: plus l'Ile-de-France accroît sa productivité, moins elle en tire profit pour ses habitants : en vingt ans, sa part du PIB national a gagné deux points (de 27 à 29 %), mais elle en a perdu trois pour le revenu des ménages (de 25 à 22 %). Autrement dit, plus l'Ile-de-France crée de la richesse, plus celle-ci lui échappe et est redistribuée vers la province, sous l'effet conjugué des transferts publics et de la consommation « mobile » des Franciliens.

Cette perte tendancielle de revenus s'accompagne d'une hémorragie démographique. Depuis les années 90, pour la première fois de son histoire, l'Ile-de-France accuse un déficit migratoire. Région d'accueil, elle reste attractive, mais devient un territoire de passage, à la fois porte mondiale (cf. le poids des demandeurs d'asile) et étape dans le cycle de vie des jeunes ménages. Résultat de ces évolutions : l'ensemble de l'Ile-de-France perd 35 000 emplois quand la province bénéficie de 765 000 créations nettes. Le taux de chômage rattrape progressivement le niveau national, et la pauvreté, qui a nettement diminué en province, continue à progresser en Ile-de-France.

Ces difficultés, bien qu'elles touchent la région dans son ensemble, ne réduisent pas les concurrences en son sein. Bien au contraire, les intérêts des uns et des autres semblent diverger. La deuxième couronne (Seine-et-Marne, Yvelines, Essonne, Val-d'Oise) profite du desserrement des hommes et des entreprises, selon un modèle de croissance économique et sociale qui ressemble davantage à celui de la province.

L'agglomération centrale - Paris et la première couronne - perd de la population et des emplois, mais paraît bénéficier de nouvelles activités, par exemple autour des métiers de la création et de l'audiovisuel, tout en devenant la terre d'élection des « bourgeois bohèmes » (bobos). Au sein de cette agglomération centrale, alors que la traditionnelle fracture est/ouest s'estompe, les écarts locaux se creusent. Ainsi, la Seine-Saint-Denis bénéficie d'un taux de croissance de l'emploi record, sans effet sur un « enkystement » social qui s'aggrave. Toutes ces évolutions s'inscrivent dans un contexte politique bouleversé. Jusqu'à présent, l'Ile-de-France était largement gouvernée par l'Etat qui a découpé les départements, créé les villes nouvelles... face à un morcellement communal extrême.

Aujourd'hui, avant même l'Acte II de la décentralisation, la donne est inversée. Les transformations viennent « du bas ». La Ville de Paris - jusqu'alors « trou noir » politique - rentre dans le jeu, dialogue avec ses voisins, tandis que l'Ile-de-France rattrape son retard en matière d'intercommunalité. Les Communautés d'agglomérations fleurissent et redessinent le paysage autour d'ensembles de plusieurs centaines de milliers d'habitants, au risque de l'émergence de nouvelles féodalités. Y a-t-il là l'amorce d'une nouvelle « gouvernance » territoriale qui, de manière moins dirigiste que précédemment, serait en mesure de concilier performance mondiale et cohésion locale ? Peu se risquent à le penser.